

---

# D'une crise à l'autre, le capitalisme détruit des masses grandissantes de forces productives.

Un premier bilan de la crise mondiale peut désormais être dressé par les forces communistes car, si l'on peut dire et relativement à l'accumulation de capitaux, le pire est passé pour la première aire géopolitique de la planète -l'aire nord-américaine. Aux USA les profits des entreprises ont repris des couleurs : +24% au troisième trimestre 93 par rapport à la même période de 1992, +11% depuis le second trimestre 93. Les banques et les institutions financières ont connu un redressement spectaculaire de leurs comptes avec des augmentations annualisées de 82% au troisième trimestre de l'année courante et de 40% au second trimestre. La production industrielle aura progressé de 3.5% en 1993, après un modeste 2% en 1992. Toutefois, des zones d'ombre persistent et font dire à cinquante des plus réputés économistes américains, interrogés par la lettre spécialisée *Blue Chip Economic Indicators*, que la croissance économique des Etats-Unis demeurera modeste durant une bonne dizaine d'années (2.6% en moyenne annuelle soit moins de la moitié d'une croissance jugée bonne). Le Financial Times est du même avis titrant significativement un article du 12.11.93 :

« *La croissance américaine est de retour mais des doutes subsistent* ».

Les experts du FMI sont encore plus explicites : dans le dernier rapport annuel ils se plaignent des « *indicateurs mitigés sur la fermeté de la reprise américaine* ». Et ce tandis que rien n'est encore résolu dans les aires asiatique et européenne, traditionnellement décalées d'une mesure par rapport à l'aire nord-américaine (à laquelle il convient d'ajouter la Grande-Bretagne). Aussi l'aire nord-américaine n'étant d'une part plus ce qu'elle était car affaiblie par l'émergence -souvent soulignée par notre mouvement- des vaincus d'hier en tant que

puissances capitalistes de premier ordre, d'autre part le bloc économique et stratégique russe ayant été mis à mal pour une longue période par la plus grave crise de son histoire capitaliste et d'autres pays à fort développement de l'accumulation de capital n'étant toujours pas de taille suffisante à assurer la relève des maîtres d'aujourd'hui en tant que locomotives mondiales de la valorisation, la phase du cycle industriel qui vient, celle dite d'activité moyenne, sera marquée par une faible croissance du niveau de l'accumulation et par un cours déprimé durant un court laps de temps. Si telle est la vision d'ensemble il ne faut néanmoins pas oublier, ou encore sous-estimer, l'analyse concrète du cycle économique présent des pays phares du mode de production capitaliste. Les séries des indicateurs actualisés de la production industrielle des USA, Japon, Allemagne et ex-URSS seront pour cette raison fournis en appendice de ce premier travail de la revue. D'autres éléments importants, rassemblés dans le champ des facteurs de production, à la fois favorisent et témoignent de la sortie advenue ou prochaine de cette crise cyclique de la valorisation. Il n'est pas inutile de les mentionner rapidement :

# le coût du travail a chuté en termes relatifs partout si l'on en croit une étude de l'Economist Intelligence Unit. En Europe celui-ci progresse de 4.9% en 1993 alors qu'il avait augmenté de 5.7% en 1992. Aux USA le salaire réel moyen individuel a régressé de 19% depuis 1973. En 1993 l'élévation du coût du travail a été de 3.2% aux Etats-Unis et de 2.8% au Japon. Dans la CEE en particulier les ménages enregistrent pour la première fois dans l'après-guerre une perte nette de leur pouvoir d'achat.

# les prix des matières premières et auxiliaires sont au plus bas depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale et on prévoit qu'ils ne se relèveront qu'à partir de la seconde moitié de cette décennie. Au total, pétrole inclus, les prix moyens des matières premières exprimés en Dollars US devraient connaître une baisse de l'ordre de 5% en 1993 comme en 1994. De plus, concernant le coût des hydrocarbures, le retour de l'Irak sur les marchés mondiaux prévu pour la fin 93/début 94 accentuera la pression de l'offre sur une demande globale qui demeure stagnante (selon l'AIE, celle-ci a été de 67.1 milliards de barils de brut en 1993 contre 67 milliards en 1992). Si une telle configuration des marchés persistait le prix moyen unitaire du baril pourrait s'écrouler jusqu'à 15 Dollars US.

## **Une crise comparable à celle de 1981.**

De prime abord l'ampleur de la dernière crise semble moins visible qu'en 1981. Dans la précédente livraison de notre revue nous avons déjà démontré que ceci n'est qu'un effet optique largement déterminé par la mise en oeuvre de politiques contra-cycliques par les différents Etats des pays forts du mpc (mode de production capitaliste). Ces actions n'ont pas tant créé une demande supplémentaire de marchandises -la crise fiscale des Etats ne la permettant que très modérément ou pas du tout- mais ont été globalement centrées sur l'emploi du levier monétaire jusqu'aux limites du tolérable par le capital porteur d'intérêt. Les graves crises monétaires qui secouent à l'heure actuelle la circulation capitaliste mondiale en sont, entre autres raisons, le produit désagréable quoique incontournable. L'indicateur -pourtant imparfait- de l'indice de la production industrielle fait transparaître que, à l'exclusion des Etats-Unis, le recul de la production physique de l'industrie manufacturière a été le plus significatif de l'après-guerre (et le plus important de toute la période capitaliste pour l'ensemble économique russo-centrique) pour l'aire européenne et le bloc des anciennes démocraties populaires. Pour le Japon, c'est le plus grave repli de la production de marchandises depuis la crise de 1974 et, sans conteste, le plus dur de ce deuxième après-guerre qui ne soit pas généré par des causes « extérieures », telle l'augmentation vertigineuse du prix de marché du pétrole.

*« Celle-ci n'est pas comme les autres récessions. Jusqu'à présent les crises japonaises de l'après-guerre furent provoquées par des heurts extérieurs, comme en 1973 la crise pétrolière ou la croissance du taux de change du yen décidée en 1985 à l'occasion de l'accord de Plaza pour freiner l'appréciation du dollar. »*

(Financial Times. 07.10.93)

Il en va de même pour l'investissement en capital constant (outils de production, infrastructures et consommations intermédiaires), pour l'avance de capital variable (salaires) et pour le taux d'utilisation des équipements de production. En ce qui concerne ce dernier indicateur on sait qu'au Japon l'industrie tourne à 70-75% de ses capacités et qu'en Allemagne on en est quasiment revenu au niveau de 1975 (un peu moins de 75% à l'époque contre environ 78% à l'heure actuelle). Les résultats des entreprises, davantage que leurs chiffres d'affaires, accusent le contrecoup du rétrécissement des marchés et fondent comme neige au soleil. Au Japon, d'après les estimations fiables de Daiwa, les profits des entreprises auront fondu de 60% entre 1991 et 1993 et, pour le seul secteur manufacturier, de 32% en 1992 et de 42% en 1993. En Allemagne, selon le rapport mensuel de la Bundesbank du mois de novembre 93, le niveau des bénéfices des entreprises était retombé à celui de 1986, et le ratio bénéfice net/chiffre d'affaires de 1.5% en 1992 correspond déjà au plus bas de la crise de 1982. Pour l'industrie manufacturière les profits des sociétés ont respectivement régressé de 4.6% en 1991, de 9.1% en 1992 et de 13.3% en 1993, soit de 26.8% entre 1991 et 1993. La Banque Centrale allemande confirme donc qu'en 1993 la tendance générale à la baisse des performances économiques devrait se confirmer et s'aggraver. Des masses considérables de forces productives sont brutalement sacrifiées sur l'autel de la disparition d'une valorisation adéquate du capital total avancé. On atteint, partout dans le monde, des taux de chômage records nettement supérieurs à ceux qui avaient été calculés lors des crises de 1974 et 1981. La

dévalorisation du capital prend autant la forme d'une dépréciation généralisée du capital-marchandise et du capital-argent que d'une destruction précoce de pans du capital productif inadaptés à la nouvelle donne d'un marché en repli et d'interruptions en série de la chaîne infinie des paiements. Les « marges » de vente sont réduites, dans le meilleur des cas, à une portion congrue. Les entreprises, placées au sein d'un environnement concurrentiel faible voient disparaître leurs extra-profits. Celles qui, en revanche, faisaient déjà face avant la crise à des concurrents aguerris sont souvent obligées, en présence d'une demande solvable à ce point déprimée, à baisser les prix de marché en dessous des coûts de production. Dans les deux cas, les capitaux individuels vont devoir, pour échapper à l'arrêt pur et simple de l'accumulation, sacrifier des bouts de capital immobilisé à la fois en marchandises ne trouvant pas acheteur, en moyens de production peu « performants », en matières premières et auxiliaires excédentaires et en forces de travail désormais inutilisables et/ou « obsolètes ». En clair, le capital productif doit s'amputer d'une portion de ses facteurs productifs pour recouvrer des taux de profit suffisants, la voie de l'augmentation de la composition technique du capital lui étant temporairement barrée par les difficultés croissantes de la valorisation. Cette même détermination s'impose au capital-marchandise et au capital-argent afin de maintenir à un niveau acceptable leur ponction sur la plus-value sociale, soit profit commercial et intérêt. Car la crise de dévalorisation se manifeste en premier lieu dans la circulation. Par conséquent, elle frappe d'abord le capital en circulation, donc celui qui agit dans cette sphère. Le rétrécissement des marchés intérieurs et internationaux des marchandises se traduit par la baisse de la demande de moyens de production et de consommation, la multiplication des actes de vente non rentables, la prolifération des impayés et l'allongement des délais de règlement des achats. Les entraves multiples à la circulation du capital financier et à la réalisation de la marchandise-argent disponible parachèvent en quelque sorte le tableau. Le prix de la marchandise-argent diminue partout sous l'impulsion simultanée d'une demande solvable morose, de l'action contracyclique des Etats -quasi entièrement cantonnée à une politique de l'offre d'argent à bas prix- et du déferlement des tempêtes des taux de change provoquées par la croissance des disproportions économiques territoriales et de la compétition inter-capitaliste mondiale. Les dettes non épongées s'entassent et s'amplifient. Au Japon notamment cette situation est en passe de mettre à mal tout l'édifice du crédit.

*« Officiellement au Japon, les mauvaises dettes sont de l'ordre de 3% du total des prêts bancaires, mais, cette proportion s'élève à près de 10% si l'on s'en tient à la définition plus stricte qui est donnée aux USA, affirme Mme Alicia Ogawa, analyste financière chez Salomon Brothers Asie. »*

(Financial Times. 07.10.93.)

*« Les banques et les institutions financières non bancaires ont entre 550 et 600 milliards de Francs français de mauvaises dettes (d'après un pointage plus récent on en serait aujourd'hui à près de 800 milliards n.d.l.r.) : il s'agit de prêts irrécupérables ou dont les intérêts n'ont pas été payés depuis plus de six mois. »*

(Monde Diplomatique. Octobre 93.)

---

Ainsi, pour la première fois depuis quarante ans, la production de crédits des banques nippones a baissé pendant que leurs bénéficiaires sont en chute libre. Les Bourses d'actions accentuent leur caractère volatile et leur vulnérabilité « psychologique ». Toujours au Japon, où en 1987 encore, résidait 42% de toute la capitalisation mondiale et où la place boursière de Tokyo -au meilleur de sa forme en 1989- « pesait » un tiers de plus que celle de New York, l'indice Nikkei a, depuis cette année, perdu près de 80% de sa valeur et ne donne pas de signes de rétablissement, bien au contraire... Les Etats en mal de recettes et en manque de capitaux émettent à des rythmes accélérés des obligations et des titres du Trésor rémunérés à des taux d'intérêt de plus en plus hauts proportionnellement à leur besoins de caisse. L'ampleur des dépenses publiques, en pourcentage du PIB, entrave (voire tout bonnement interdit) des manoeuvres contra-cycliques d'envergure sur les taux d'intérêt à long terme. En Allemagne, par exemple, la proportion de dépenses étatiques sur le PIB était en 1992 de 50.5%, au Japon de 32.2%, aux USA de 36.4%, en France de 52%, en Grande Bretagne de 44.1% et dans la CEE de 50.3%. Certaines monnaies nationales se trouvent artificiellement surévaluées et ce, nonobstant le mauvais état de santé de l'économie dont elles sont aussi l'expression. Cela s'explique par le fait qu'elles attirent davantage de capitaux financiers, assoiffés de taux d'intérêt plus élevés, et/ou parce que la position stratégique sur le marché mondial occupée par le pays émetteur est de nature à les renforcer dans la fonction de marchandise-argent refuge, de monnaie privilégiée des règlements internationaux dans un contexte global où triomphent l'incertitude et la dépression des marchés et où on enregistre des compétitions inter-capitalistes de plus en plus âpres. L'enchevêtrement complexe de ce faisceau d'éléments ne préjuge rien de bon pour la suite du cycle industriel même si la sortie temporaire du tunnel de la crise et du marasme économique semble être, à l'heure où nous écrivons, un fait du moins acquis pour les Etats-Unis depuis le début 1993 ou imminent pour l'Allemagne -c'est pour 1994- et le Japon -c'est aussi pour 1994.